

# C'est l'avant-dernière chance pour trouver un accord sur le Brexit

■ Les Vingt-sept et Londres ne désespèrent pas d'éviter l'échec des négociations du Brexit.

■ Mais dans le même temps, les deux parties se préparent aux conséquences d'un "no deal".

Le mur d'un *no deal* se rapproche dangereusement, mais l'Union européenne et le Royaume-Uni n'ont pas encore perdu tout espoir d'éviter un coûteux Brexit désordonné. Fin septembre à Salzbourg, les Vingt-sept avaient exigé des "progrès décisifs" pour le sommet d'octobre. "Les négociateurs étaient arrivés dans la nuit de samedi à dimanche dernier, à quelque chose qui tenait la route", rembobine un diplomate européen. Mais dimanche après-midi, le secrétaire d'État britannique en charge du Brexit, Dominic Raab, a indiqué que Londres reculait devant l'obstacle. En cause: "Les tensions de plus en plus évidentes à l'intérieur du gouvernement britannique avec des menaces de démissions en cascade", précise la même source.

Les Européens sont conscients que la Première ministre Theresa May est sur la corde raide, en raison des divisions que provoque le Brexit au sein de son parti conservateur et du risque de défection du parti nord-irlandais DUP, qui la soutient au Parlement de Westminster. Aussi, mardi, le négociateur en chef du Brexit pour l'UE, Michel Barnier, a suggéré de donner "plus de temps" pour trouver un accord. Le sommet à Vingt-sept de ce mercredi soir était donc celui de l'avant-dernière chance et devait servir à sortir le processus de négociations de l'ornière.

## Les volontés contradictoires de Londres

Mercredi, le président du Conseil européen, Donald Tusk, a dit attendre de M<sup>me</sup> May qu'elle présente "des propositions concrètes [...] et créatives". Car pour les Vingt-sept, c'est à Londres que se trouve la clé du cadenas. "Les Britanniques doivent nous dire ce qu'ils veulent, mais apparemment, ils ne le savent pas eux-mêmes", a déclaré la présidente lituanienne Dalia Grybauskaitė, à son arrivée au sommet, traduisant l'impatience des Vingt-sept.

Le principal sujet qui barre la voie d'un accord est encore et toujours la question irlandaise. L'UE et Londres se sont engagés à ce qu'aucune frontière physique ne soit réinstallée entre l'Irlande et la province britannique d'Irlande du Nord, après le Brexit. Or, cet engagement entre en contradiction avec la volonté britannique de quitter l'union douanière et le marché unique. L'Union a proposé de dresser un "filet de sécurité" (*backstop*) pour éviter le rétablissement de la frontière: le maintien de l'Irlande du Nord dans l'union douanière et le marché unique, jusqu'à ce que soit trouvée une alternative crédible.

Problème, pour les Britanniques: le *backstop* implique des contrôles pour les marchandises entre la Grande-Bretagne et l'île d'Irlande. Londres a avancé sa propre idée: le maintien temporaire du Royaume-Uni dans l'union douanière, pendant la négociation avec l'UE d'un accord sur la relation post-Brexit qui réglerait (peut-être) le problème irlandais. Les Vingt-sept sont prêts à étudier cette option. Non sans insister sur un point: "Le *backstop* ne peut pas avoir une date de fin sinon il perd sa nature même d'assurance à tout moment", rappelle un autre diplomate. Où l'on revient au point de départ.

L'Union se prépare à toutes les éventualités

M. Barnier a proposé d'étendre la période de transition post-Brexit d'un an, jusqu'à la fin 2022. Autant de temps de gagné pour établir le cadre de la future relation. Vu que durant cette période, le statut du Royaume-Uni serait de *facto* celui d'un État membre (privé de sa voix dans les institutions, cependant), le *backstop* n'aurait pas lieu d'être. Oui mais : sans accord sur le retrait, pas de transition. La question est de savoir quand, faute d'avancée, il faudra constater l'échec définitif des négociations. "Le point de rupture se situe quelque part entre novembre et décembre", précise le premier diplomate. En effet, trois mois au moins seront nécessaires aux Parlements européen et britannique pour ratifier l'accord de retrait, juste avant la date du Brexit, le 29 mars 2019. Mercredi, les Vingt-sept semblaient disposés à tenir un autre sommet "Brexit" en novembre. "Soit pour conclure les négociations, soit pour discuter des mesures d'urgence à prendre en cas de no

deal", glisse le même *insider*.

L'Union garde deux fers au feu : son absolue priorité est la conclusion d'un accord, mais dans le même temps, elle intensifie, sans le dire trop haut, les préparatifs pour atténuer les conséquences d'un *no deal*. "C'est notre responsabilité d'être prêts", a souligné le Premier ministre belge Charles Michel.

"Le temps d'un accord est venu", a assuré M<sup>me</sup> May, mercredi soir. Mais un éventuel accord avec le gouvernement britannique ne serait pas encore la fin de l'histoire. "Il doit pouvoir être approuvé par le Parlement britannique", rappelle M. Michel. Les Vingt-sept n'ont pas oublié qu'en février 2016, M. Cameron leur avait promis que le référendum qu'il avait convoqué n'accoucherait pas d'un Brexit s'ils accédaient à ses exigences de révision des relations entre le Royaume-Uni et l'UE. Avec le résultat que l'on sait.

Olivier le Bussy

## Alexander Stubb veut secouer la droite européenne... et M. Orban

Un petit-déjeuner dans un café branché, un candidat plongé dans la mêlée, veste et jeans noirs décontractés, lunettes vintage sur le nez : Alexander Stubb a voulu démontrer qu'il incarne la nouvelle génération du Parti populaire européen (PPE). "Si c'était une conférence de presse traditionnelle les politiciens seraient d'un côté et vous de l'autre", s'est vanté le second *Spitzenkandidat* (tête de liste virtuelle pour les européennes de 2019) de la plus grande famille politique européenne. Il avait convié ce mercredi la presse et qui le voudrait à casser la croûte et parler de la façon dont il voudrait contribuer à remodeler l'Union européenne s'il était élu président de la Commission.

Son ambition d'occuper le 13<sup>e</sup> étage du Berlaymont ne l'empêche pas de tourner en dérision la taille de son nez, que l'on voit de profil sur la brochure de son programme en cinq points concis. Alexander Stubb dit "ne pas faire les choses comme les autres" et refuse de miser sur la peur de l'étranger. Ou même de faire de la migration son cœur de campagne. Ce point et celui d'une Europe qui assure sa sécurité de manière autonome – sans se reposer sur le soutien des États-Unis de Donald Trump – figurent bien après la défense des valeurs européennes, la révolution numérique et la construction d'une économie "qui bénéficie à tous". "Avec une population vieillissante et un manque de travailleurs qualifiés, nous ne survivrons pas en construisant des murs", déclare-t-il, estimant que l'Union a besoin d'une "migration légale et contrôlée".

### Un profil atypique

Polyglotte, extraverti, sûr de lui, Alexander Stubb préfère jouer surtout de ses atouts et de son profil aty-

pique pour convaincre. L'homme ne fait pas ses cinquante ans. Sa carrure d'athlète, son humour, son allure juvénile, ses idées, lui en font paraître vingt de moins. Même si son CV – conseiller de la Commission Prodi, eurodéputé, ministres des Affaires étrangères, Premier ministre, puis ministres des Finances finlandais – lui creuse des rides.

Armé de son expérience, il entend s'imposer comme l'alternative moderne à son rival allemand Manfred Weber. Moins charismatique, le conservateur bavarois, issu de l'aile droite du PPE, peut compter, pour l'heure, sur le soutien de la chancelière Angela Merkel. Sans même le mentionner, le Finlandais a éreinté son concurrent. "Sans valeurs nous n'avons rien. [...] J'ai zéro tolérance pour l'intolérance", a-t-il déclaré, se montrant ferme là où M. Weber, chef du groupe PPE au Parlement européen, a longtemps ménagé le Fidesz du Premier ministre hongrois Viktor Orban. Refusant d'assister à "la fin de la démocratie libérale", M. Stubb propose deux pistes pour en finir avec les dérives de M. Orban : suspendre la carte de membre de PPE du Fidesz pendant la procédure de sanction "article 7" et établir un contrat de respect des valeurs avec le parti qui, faute de s'y tenir, serait invité à prendre la porte de la famille de la droite européenne.

### Le PPE lance un avertissement (sans frais) à Viktor Orban

Réuni ce mercredi à Bruxelles, le PPE n'en est pas encore là, mais semble prêt à serrer la vis. À son arrivée au sommet, le président du PPE Joseph Daul, pro-

**"J'ai zéro tolérance  
pour l'intolérance."**

**Alexander Stubb**  
Candidat à la présidence  
de la Commission

mettait une *“discussion ferme et sérieuse”* avec M. Orban. Si son exclusion n’était pas à l’ordre du jour, mais ne semble plus être un tabou. *“Il y a des règles claires pour exclure un parti du PPE. [...] Sept membres de cinq pays doivent envoyer une demande à la présidence. Nous n’avons pas encore reçu une telle demande”*, a simplement expliqué M. Daul. L’idée parle aux Irlandais et aux Belges. *“Entre le Fidesz de M. Orban et le CDH, il y en a un qui n’a plus sa place dans le PPE”*, disait déjà en 2017 l’eurodéputé Claude Rolin. Mais peu sont enclins à se priver des onze eurodéputés hongrois, alors que l’on s’attend à ce que le PPE perde lors européennes de 2019.

Dans un avenir proche du moins, le PPE doit faire avec Viktor Orban, qui ne lui facilite pas la tâche. *“Nous sommes le PPE”*, déclarait le Hongrois ce mercredi à Bruxelles, pendant qu’à Budapest son gouvernement retirait officiellement les

“études de genre” de sa liste de diplômes accrédités, entérinant l’interdiction de cette branche de recherche considérée *“trop idéologique”* – entendez: trop libérale. Le PPE n’a eu donc d’autre choix que de hausser le ton, pour prouver à ses électeurs qu’il tient aux valeurs européennes. *“La liberté, la démocratie, l’égalité, l’état de droit, la liberté académique, le respect des droits de l’homme et une société civile libre sont les fondements du PPE et de l’Union européenne. Ce sont des valeurs fondamentales sur lesquelles le PPE ne fera aucun compromis, quelle que soit leur affiliation politique”*, a prévenu M. Daul.

Maria Udrescu